

AP N° 2026-LGF-039-IC

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL  
LEVANT L'OBLIGATION DES GARANTIES FINANCIÈRES CONCERNANT LA CARRIÈRE  
EXPLOITÉE PAR L'ENTREPRISE CHARLES MORONI  
SUR LE TERRITOIRE DES COMMUNES D'ISLE-SUR-MARNE ET DE MONCETZ-L'ABBAYE**

**Le Préfet de la Marne**

**VU** le Code minier ;

**VU** le Code de l'environnement ;

**VU** l'arrêté préfectoral d'autorisation n°2008-A-08-CARR du 28 janvier 2008 modifié par les arrêtés préfectoraux n°2014-A-16-CARR du 5 décembre 2014 et n°2022-APC-166-IC du 9 septembre 2022, autorisant l'entreprise Charles MORONI à exploiter une carrière sur le territoire des communes d'Isle-sur-Marne et de Moncetz-l'Abbaye ;

**VU** le porter-à-connaissance relatif à la cessation partiel des travaux d'exploitation de la carrière située au lieu-dit « Le Prieuré » à Isle-sur-Marne, déposé le 20 mars 2023 ;

**VU** l'ATTES SECUR, le MEMOIRE DE REHABILITATION et l'ATTES MEMOIRE reçus le 3 novembre 2025 ;

**VU** le point V de l'article R512-39-3 qui permet de déroger à l'obligation de présenter l'ATTES TRAVAUX ;

**VU** le rapport de l'inspection des installations classées en date du 9 décembre 2025 ;

**VU** le projet d'arrêté préfectoral levant l'obligation des garanties financières concernant la carrière exploitée sur le territoire des communes d'Isle-sur-Marne et de Moncetz-l'Abbaye transmis à l'entreprise Charles MORONI dans le cadre de la procédure contradictoire ;

**VU** les observations de l'exploitant émises le 20 janvier 2026 dans le cadre de la procédure contradictoire.

**CONSIDERANT** que les travaux de remise en état prescrits dans les arrêtés préfectoraux ont été réalisés ;

**CONSIDERANT** que les travaux de sécurité ont été exécutés afin de protéger les intérêts mentionnés dans le Code minier ;

**CONSIDERANT** que, dans le cadre de la cessation d'activité sur les parcelles ZC14 et ZC22 :

- le MEMOIRE DE REHABILITATION ne définit aucune mesure de gestion ;
- et l'ATTES MEMOIRE atteste sans réserve de l'adéquation des mesures proposées par l'exploitant pour la réhabilitation du site ;

et que, par conséquent, la présentation de l'ATTES TRAVAUX n'est pas obligatoire ;

**CONSIDERANT** qu'il y a lieu de lever l'obligation des garanties financières.

**SUR** proposition de Monsieur le Directeur départemental des territoires de la Marne .

## ARRETE

### Article 1 : Champ d'application

L'obligation de garanties financières concernant la carrière à ciel ouvert exploitée par l'entreprise Charles MORONI située sur le territoire de la commune d'Isle-sur-Marne, sur les parcelles suivantes :

Commune(s)	Lieu(x)-dit(s)	Section(s) / Parcelle(s)
Isle-sur-Marne	« Le Prieuré »	ZC 14 et 22

dont la superficie autorisée est de 167 183 m<sup>2</sup>, est levée.

### Article 2 : Droit des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

### Article 3 : Publication

Le présent arrêté sera notifié à Monsieur le Maire d'Isle-sur-Marne et Madame le Maire de Moncetz-l'Abbaye, qui le communiqueront à leur conseil municipal et procéderont à l'affichage en mairie pendant une durée minimum d'un mois.

Cet arrêté sera également consultable sur le site internet des services de l'État dans la Marne pendant une durée minimale de quatre mois.

### Article 4 : Délais et voies de recours

En application de l'article R.181-50 du Code de l'environnement, la présente décision peut être déférée devant le Tribunal administratif de Châlons-en-Champagne - 25 rue du Lycée - 51036 Châlons-en-Champagne cedex : (soit par courrier soit par le biais du site de téléprocédures [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr))

1° par les pétitionnaires ou exploitants dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée ;

2° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 dans un délai de deux mois du premier jour de la publication et de l'affichage de ces décisions.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du 1er jour d'affichage.

Conformément à l'article L.411-2 du Code des relations entre le public et l'administration, toute décision administrative peut faire l'objet, dans le délai imparti pour l'introduction d'un recours contentieux, d'un recours gracieux ou hiérarchique qui interrompt le cours de ce délai.

Lorsque dans le délai initial du recours contentieux ouvert à l'encontre de la décision, sont exercés contre cette décision un recours gracieux et un recours hiérarchique, le délai du recours contentieux, prorogé par l'exercice de ces recours administratifs, ne recommence à courir à l'égard de la décision initiale que lorsqu'ils ont été l'un et l'autre rejetés.

**Article 5 : Exécution et notification de la décision**

Monsieur le Secrétaire général de la préfecture de la Marne, Monsieur le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement du Grand Est, Monsieur le Directeur départemental des territoires de la Marne, Monsieur le Maire d'Isle-sur-Marne et Madame le Maire de Moncetz-l'Abbaye sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée à Monsieur le Directeur de l'entreprise Charles MORONI, 60 boulevard du Val-de-Vesle Prolongé - 51500 SAINT-LEONARD et à l'établissement garant : BNP Paribas, 16 boulevard des Italiens - 75 009 PARIS.

Châlons-en-Champagne, le 11 FEV. 2026

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire général

Raymond YEDDOU





## Annexe 1 bis

### Parcelles concernées par la cessation ZC14 ZC22



